



THE CASH LEARNING PARTNERSHIP

Fiche de partage d'expérience des PTM – Capitalisation Côte d'Ivoire, ACTED, 2012

Type de document plus complet disponible (évaluation/capitalisation, Interne/externe)	Rapport de capitalisation
Localisation: Pays, Région/département/Communes	Côte d'Ivoire, Région du Bas Sassandra, Département de Soubré, axes Soubré - Okrouyo et Soubré – Méagui.
Contexte humanitaire de l'action (Urgence, Réhabilitation, autres ?),	Relèvement post-crise postélectorale suite aux affrontements violents entre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) durant l'année 2011.
Type(s) de Chocs/crises (Conflit, Crise politique, inondation, sécheresse, prix, criquets, MAG, Choléra, ect)	Crise politique, insécurité alimentaire, conflits fonciers et ethnico-politiques
Type de contexte (urbain, rural, Camps/déplacés, mixte (précisez))	Rural
Secteur principal	Améliorer la sécurité alimentaire des bénéficiaires
Secteur secondaire	Relance des moyens d'existence des ménages bénéficiaires
Période de mise en œuvre	01/04/12 – 31/12/12
Titre du projet (et bailleur)	« Atténuer les conséquences négatives de la crise postélectorale ivoirienne sur la sécurité alimentaire et soutenir la relance des moyens d'existence des ménages vulnérables du département de Soubré ». (financé par la DG ECHO)
Partenaires de mise en œuvre	Contrats de prestation signés avec Search for Common Ground (ONG internationale), l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) et le Centre Social de Soubré, pour des sessions de sensibilisation.
Bénéficiaires (Nombre de ménages)	3 000
Groupe cible	Ménages vulnérables affectés par la crise postélectorale
Type de Ciblage	<p>Un ciblage en trois étapes</p> <p>Présélection des villages cibles (40 villages) avec sensibilisation et focus groups en mai 2012</p> <p>Des focus groups séparés composés de membres et personnes ressources de communautés d'allochtones, d'autochtones et d'allochtones ont été organisés dans chacun des 40 villages initiaux de la zone d'action et ont permis d'identifier les villages les plus vulnérables.</p> <p>Les critères utilisés lors de ces focus group ont été les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de déplacés (quittant le village) pendant la crise ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de déplacés accueillis suite ou pendant la crise ; - Besoins les plus urgents et les plus importants de la population des villages ; - Nombre de maisons/commerces pillés ou détruits lors de la crise. <p>Sélection des villages bénéficiaires (21 villages) en mai 2012 Les informations obtenues lors des focus group ont ensuite été traitées et l'analyse comparée des caractéristiques des 40 villages a permis de retenir 21 villages vulnérables.</p> <p>A partir de cette identification, une enquête initiale a été réalisée auprès de l'ensemble des ménages vivant dans ces 18 villages.</p> <p>Ciblage final avec enquête ménage dans 21 villages (6712 ménages) pour obtenir 3000 bénéficiaires en juin 2012 Sur les 21 villages sélectionnés, 3 localités ont été retirées de la liste après réalisation des enquêtes ménages car les conflits intercommunautaires y étaient très marqués, ce qui ne permettait pas d'y envisager une intervention en sécurité alimentaire à court terme. L'enquête réalisée au printemps 2012 auprès de 6 712 ménages a permis le ciblage final des bénéficiaires.</p> <p>La méthodologie de sélection des ménages bénéficiaires a été effectuée sur la base de 18 critères de vulnérabilité. Ces critères ont été définis dans 3 villages « test » sur la base d'une approche participative inspirée de la méthode HEA, afin de définir, à partir de l'organisation de focus groups séparés par communauté, des critères de vulnérabilité adaptés. Parmi les ménages enquêtés, les 3000 ménages les plus vulnérables ont été sélectionnés pour bénéficier de l'assistance d'ACTED.</p>
<p>Types cash transferts (Cash, voucher, conditionnel, inconditionnel)</p>	<p>Transferts conditionnels : 3 versements de 20 000 FCFA après chaque formation pour 3000 bénéficiaires</p> <p>Transferts inconditionnels : Supplément de 5 versements de 20 000 FCFA/mois entre juillet et novembre 2012 pour les 600 ménages les plus vulnérables.</p>
<p>Mécanismes de distribution (Direct, IMF, Banque, commerçants, Tél., ect)</p>	<p>Dans un premier temps, les transferts de liquidités ont été effectués directement par l'équipe ACTED grâce à des méthodologies développées et testées sur le territoire ivoirien et dans le cadre d'autres missions ACTED lors de précédents projets. Les versements ont ainsi été effectués au sein des villages cibles, après émargement et contrôle des papiers d'identités et cartes de bénéficiaires.</p> <p>Par la suite, un contrat a été passé avec un opérateur téléphonique (MTN Money) au cours du projet afin de diversifier les méthodes de transfert et de limiter les risques sécuritaires. 6 villages ont été choisis pour recevoir les deuxième et troisième phases de versement via transferts téléphoniques. MTN a fait appel à un sous-traitant local afin de réaliser les transferts. Afin de réduire tout risque de fraude et de continuer à assurer un reporting précis, les équipes ACTED étaient systématiquement présentes aux côtés des agents MTN lors des versements.</p> <p>Des problèmes techniques liés à MTN et au sous-traitant ayant été constatés (puces non distribuées, retard d'envoi des messages etc), ACTED a choisi de réaliser à nouveau en intégralité la troisième phase de versement, afin de ne pas compromettre le projet et de respecter le calendrier des versements.</p>
<p>Mécanisme de plainte/redevabilité</p>	<p>Les bénéficiaires étaient en possession des coordonnées téléphoniques de plusieurs points focaux clés du projet, à savoir un des superviseurs ACTED sur le terrain, un facilitateur et le chef de projet ACTED.</p>



<p>Prise en compte du genre</p>	<p>81% des bénéficiaires ciblés étaient des hommes. Toutefois, le suivi de l'utilisation des versements a montré que les liquidités étaient utilisées pour subvenir à l'ensemble des besoins du ménage. Ce faible pourcentage de femmes bénéficiaires s'explique par le fait que la grande majorité des ménages de la zone sont dirigés par des hommes. En effet, à titre d'exemple, l'intégralité des ménages allogènes ont un homme à leur tête. Sur l'ensemble de la zone, ce sont environ 20% des ménages qui ont une femme pour chef de ménage (chiffres tirés du screening réalisé au début du projet).</p>
<p>Leçons apprises : Forces/atouts (+): Faiblesses/Difficultés/contraintes (-):</p>	<p>Forces/atouts :</p> <p>+ L'approche d'ACTED permet une sensibilisation appropriée dans un contexte difficile La méthode d'identification des bénéficiaires a été adaptée afin de ne pas exacerber les tensions communautaires, selon le principe « do no harm » régissant l'intégralité de cette intervention. En particulier, la nécessité d'adapter la méthodologie de sélection des bénéficiaires à l'évolution du contexte sécuritaire de la zone de Soubré a entraîné une redéfinition du chronogramme des activités et un retard sur le calendrier des transferts. En effet, démarrer les activités sans prendre les précautions nécessaires aurait pu être source de tensions et mettre en danger les objectifs du projet. Le respect des réalités et des spécificités du terrain d'intervention a donc été prioritaire.</p> <p>+ L'approche d'ACTED a intégré des thèmes de formation adaptés aux enjeux de la région Afin de prévenir d'éventuelles tensions liées à l'activité de transferts de liquidités et d'apporter un début de réponse au problème de la cohésion sociale, il est apparu primordial de donner la priorité aux formations portant sur la résolution pacifique des conflits. ACTED a ainsi fait de la cohésion sociale une priorité transversale tout au long de son intervention.</p> <p>+ Une grande attention a été portée au suivi efficace du contexte et de la bonne utilisation des liquidités transférées Un suivi des prix a tout d'abord été mis en place dès le mois d'août par l'équipe d'ACTED, afin de s'assurer de l'adéquation du montant des transferts aux besoins des populations et de la neutralité de l'impact des versements de liquidités sur les marchés. Pour avoir une meilleure qualité de suivi, des enquêtes mensuelles de suivi des prix ont été effectuées auprès des commerçants et, si besoin, auprès des consommateurs. Par ailleurs, le suivi et monitoring régulier a été opéré tout au long des transferts, grâce à une coopération étroite entre le département AME, reporting et les équipes du projet, permettant la production d'outils de suivi réguliers spécifiques (rapports mensuels programmatiques et Project Management Framework). Le Département AME d'ACTED était en charge du suivi des indicateurs du projet. Les différentes enquêtes mentionnées ont permis de suivre l'impact du projet sur les revenus et les dépenses des ménages bénéficiaires et de suivre les indicateurs objectivement vérifiables du projet. Les résultats des enquêtes PDM réalisées tout au long du projet ont également permis aux équipes ACTED de réagir et de sensibiliser les populations en faveur d'une bonne utilisation des liquidités.</p> <p>Difficultés/faiblesses :</p> <p>- Une phase de sélection des bénéficiaires difficile dans un contexte instable</p> <p>Les premiers mois du projet ont été marqués par des conditions sécuritaires difficiles. Si le contexte général s'était amélioré depuis la fin de la crise postélectorale et qu'aucun affrontement direct n'a été à déplorer, les tensions liées au foncier et aux conflits ethno-politiques, accentuées suite aux différentes tueries durant la crise postélectorale, demeureraient très présentes dans les communautés. Cette méfiance persistante entre les différentes communautés ont rendu l'intervention très sensible.</p>



- **Importance du calendrier pour la relance agricole**

Comme expliqué ci-dessus, la nécessité d'adapter la méthodologie de sélection des bénéficiaires à l'évolution du contexte sécuritaire de la zone de Soubré a entraîné un retard sur le calendrier des transferts et donc la révision du chronogramme des activités.

Afin de respecter au mieux l'alignement avec le calendrier agricole et de préserver l'efficacité de notre soutien aux moyens de subsistance des bénéficiaires malgré le retard pris dans le projet, les premiers transferts de liquidités sans conditions (TsC) pour les 600 ménages bénéficiaires « très vulnérables » ont été effectués de manière rapprochée entre le 26 juillet et le 30 août 2012. De plus, les transferts sans conditions et les transferts avec conditions ont eu lieu au même moment pour les mois de septembre et d'octobre. En effet, le retard pris n'a pas permis aux équipes de réaliser les cinq premiers transferts sans conditions avant les transferts conditionnels. Malgré les dispositions prises, les transferts n'ont pas pu correspondre au calendrier agricole autant que prévue dans la proposition initiale, réduisant ainsi l'impact des formations et des liquidités apportées. Néanmoins, le calendrier agricole cacao prévoyant un besoin important en traitement phytosanitaire au mois d'août, une partie des premiers transferts a pu être investie dans l'entretien des plantations.

- **Problématiques liées au montant et à la méthode de versements**

A la suite des premiers transferts, les enquêtes PDM ont été l'occasion pour certains bénéficiaires d'exprimer leur souhait de recevoir les liquidités par le biais de versements moins nombreux d'un montant plus important. En effet, les 20 000 FCFA distribués ne permettent l'acquisition que d'un nombre limité de biens (un sac de riz équivalant à 17 000 FCFA) et un investissement limité. Cet élément a été pris en compte et intégré dans les recommandations.

Par ailleurs, le recours à un opérateur téléphonique pour effectuer les versements a été la source de retards et de problèmes techniques relativement fréquents. Les résultats des enquêtes menées ont confirmé l'efficacité plus importante des distributions de liquidités réalisées directement par ACTED.

Sur les 18 focus groups réalisés, 17 groupes ont mentionné que le meilleur système de transfert était le cash versé directement par ACTED. Selon eux, cela permettrait d'éviter les problèmes engendrés par les transferts MTN et favoriserait l'accès aux versements des bénéficiaires analphabètes. Ainsi, ACTED a réalisé la troisième phase de versement en intégralité à nouveau, afin de ne pas compromettre le projet et de respecter le calendrier des versements.

Messages clés à communiquer

Le projet « Atténuer les conséquences négatives de la crise postélectorale ivoirienne sur la sécurité alimentaire et soutenir la relance des moyens d'existence des ménages vulnérables du Département de Soubré » a permis aux ménages bénéficiaires d'avoir **un meilleur accès à une nourriture équilibrée et variée**. La majorité des bénéficiaires a désormais rarement recours aux stratégies destructrices. En plus d'avoir permis de répondre aux besoins immédiats (notamment le poste de dépenses alimentaires), le projet a soutenu **la reconstitution des moyens de subsistances** (accès aux intrants agricoles). L'assistance a permis à certains bénéficiaires de relancer leurs activités commerciales ou agricoles. Certains bénéficiaires ont également pu assurer la scolarité de leurs enfants grâce à l'appui financier. Le projet a surtout **consolidé les liens communautaires** fragilisés par la crise postélectorale de 2011 par ses séances de formations et sensibilisations.

Le type d'intervention choisi dans ce projet, l'injection de liquidités inconditionnelle ou non, s'est avéré pertinent et efficace. Les transferts de liquidités prévus par ACTED avaient pour objectif principal d'améliorer la



THE CASH LEARNING PARTNERSHIP

	<p>sécurité alimentaire des bénéficiaires. Les différentes allocations ont permis, après la crise postélectorale de 2010 et la mauvaise campagne agricole de 2011, de couvrir les besoins alimentaires des ménages bénéficiaires et de relancer les AGR. L'action a également pu profiter à l'ensemble de la zone puisque les ménages non bénéficiaires témoignent également de l'amélioration de leur quotidien via notamment une augmentation mesurée de leur nombre de repas par jour. La sécurité alimentaire dans les villages cibles a ainsi pu être maîtrisée et améliorée grâce aux versements de cash, de même l'accès aux services sociaux de base a connu une évolution positive. Ainsi, cette approche a favorisé l'autonomie des bénéficiaires au niveau du choix des options de reconstitution du capital productif, leur permettant ainsi une appropriation du projet. Le versement de liquidités garantit en effet une liberté d'utilisation au bénéficiaire lui permettant de cibler ses propres priorités dans un contexte où les semences, intrants et denrées alimentaires sont disponibles. Le transfert de cash permet ainsi de responsabiliser davantage le bénéficiaire.</p>
<p>Contact (Nom, adresse électronique)</p>	<p>Jérémy LESCOT, Représentant pays. Jeremy.lescot@acted.org Lisa DAOUD, Responsable Développement de Projet lisa.acted@acted.org</p>